



Madame la présidente,

Nous sommes à nouveau réunis pour discuter les modalités de mises en places de la souffrance dans notre réseau DGFIP Finistère...souffrance des personnels évidemment qui ne connaissent que remise en cause de leurs compétences, de leur savoir faire, de leurs responsabilités au travail, du service qu'ils rendent aux usagers. Souffrance aussi des zones rurales qui continuent à devenir des déserts en matière de services publics, le tout en déclarant que le numérique devenait le meilleur outil de l'intervention de l'Etat. La CGT ne reviendra pas sur ce qu'elle a déjà exprimé dans d'autres instances, mais rappellera que la déshumanisation des services est un anachronisme en terme de cohésion sociale et territoriale.

Dans les zones rurales, là où, il y a peu, les petits magasins mirent la clé sous la porte au profit des grandes surfaces centralisées dans les villes, après une longue observation ce sont les circuits courts qui sont redevenus des évidences, il en sera de même avec les services publics, ces grandes surfaces de "service public" que l'on veut nous vendre n'amenant aucune valeur ajoutée à la cohésion sociale et au vivre ensemble.

Ces décisions invraisemblables ne servent que la Finance. Tuer les coûts n'a jamais été une mission étatique. Parlant de notre administration en particulier, il est intolérable d'assister à un tel massacre pendant qu'en Europe chaque année ce sont 1100 milliards qui échappent aux Etats par le biais de la désertion fiscale, rappelons que les déficits, quant à eux sacralisés par certains oligarques pour mieux asseoir leurs pouvoirs, eux, n'atteignent que 550 milliards en cumul annuel. Quand une ville brule régulièrement, il s'agit bien de lui donner les moyens d'éteindre l'incendie, soit humains soit matériels...il n' a jamais existé d'autre alternative. La CGT n'a jamais remis en cause la nécessaire adaptation des services publics, mais refuse l'allégeance à une Finance qui distribue souffrances aux plus démunis et cadeaux aux plus aisés

Alors que la DGFIP a besoin de moyens supplémentaires pour lutter contre les fraudes en tous genre, qu'elle a besoin d'être sur le terrain pour accompagner les usagers et les collectivités territoriales, qu'elle doit être le garant d'une bonne utilisation des fonds publics... Nos gouvernants successifs sabrent dans les effectifs, avec comme seul projet le pillage de ces missions pourtant incontournables en terme d'intérêt général.

Madame la présidente, au terme des lectures des déclarations liminaires, vous nous indiquerez ne pas être un rouage essentiel dans ces décisions politiques en nous rappelant que ces décisions sont issues des urnes et d'une louable démocratie. Ce CTL, comme d'autres, est un outil de mise en place de ces décisions, et laisse peu de place au dialogue social. Il ne vous aura pas échapper que la CGT Finistere Finances Publiques aura boycotté les 2 dernières convocations aux CTL suppressions emplois, préférant le silence au débat inutile. Une fois encore la **CGT 29 aura décliné** l'invitation. Face à l'intolérable, notre organisation syndicale refuse de transiger et refuse de donner ne serait ce que quelque crédit à ces opérations de communication que sont devenus certains CTL. Les Elus CGT 29 n'ont pas été mandatés pour parader dans des instances locales dont l'issue est entérinée et non amendable...réalité que vous, Mme la présidente, nous rappelez régulièrement en indiquant

que ces décisions de suppressions d'emploi ne relèvent jamais de votre responsabilité et que vous n'entendrez jamais contester puisqu'issues d'une légitimité politique.

La CGT le regrette et regrette ainsi que les directeurs locaux, personnels de la DGFIP n'aient pas un point de vue plus souvent libéré que celui qu'ils affichent avec docilité, pendant que, et vous ne le contestez pas, les personnels qu'ils ont en charge expriment leurs désaccords et leurs souffrances au travail.